



SOIF!

Arrêtez l'accapement des eaux.

La déclaration de Berlin sur la question du droit à l'eau. Argentine / Allemagne / Sénégal

À l'occasion de son assemblée annuelle le WELTFRIEDENSDIENST a invité des représentants des organisations partenaires du Sénégal et de l'Argentine, ainsi que l'association « Berliner Wassertisch » (table ronde « eaux » Berlinoise). Comme résultat ce document était établi, dont les revendications sont adoptés par le WELTFRIEDENSDIENST.

Le droit humain à l'eau est mondialement menacé par le phénomène d'accapement des eaux: Que ce soit obtenu d'une manière légale ou illégale ce bien autrefois public tombe sous le contrôle des acteurs puissants. La commercialisation de toutes les sphères de vie et la politique gouvernementale y liée provoquent la pénurie, la hausse des coûts et l'empoisonnement des ressources en eau à travers le monde. En plus il y a l'effet aggravant du changement climatique et les modes de consommation des privilégiés qui, eux, préfèrent les produits qui consomment beaucoup d'eau, même s'ils ne sont guère affectés par l'impact de la pénurie d'eau. L'accapement des eaux constitue une menace existentielle pour les pauvres en particulier.

D'une part, la privatisation conduit les formes auparavant collectives ou réglementées par l'État à l'accès à l'eau à une redistribution conformément au pouvoir d'achat ou de négociation. Entre 1990 et 2005, le nombre de personnes dépendantes de l'approvisionnement en eau du secteur privé dans le monde entier est passé de 50 à 600 Million. D'autre part, l'implantation des grandes industries consommatrices extrêmes d'eau (exploitation minière, des fleurs, du papier, les biocarburants, l'élevage intensif) réduit les ressources en eau locales disponible par la surexploitation et la pollution: un litre d'éthanol produit à base de canne à sucre nécessite 7.000 litres d'eau. A travers l'importation de ces produits, un pays industrialisé comme l'Allemagne importe "virtuellement" 106 milliards de m³ d'eau par an - plus que ce qui est produit dans le territoire national, et souvent issu des régions arides du monde.

Qu'elle soit rare, trop chère ou contaminée, cette eau manque sur place pour le développement de la production des agriculteurs locaux et l'approvisionnement des ménages pauvres. Au-delà du besoin matériel, l'accapement des eaux détruit aussi souvent au bout de quelques années, les écosystèmes, les paysages et les méthodes de production - la culture et la terre de la population locale.

L'Argentine: La perspective d'un meilleur marché de la production du lithium a amené les entreprises nationales et étrangères à acquérir les droits d'exploitation minière de 165.000 hectares des terres montagneuses sous l'exploitation du fait que les droits fonciers sont inexplicables. Les peuples autochtones qui mènent l'agriculture durable dans cette zone et dans les lacs salés locaux depuis des siècles, n'ont ni été consultés ni impliqués dans la prise de décisions malgré des standards nationales et internationales, comme la convention 169 de la OIT. La plupart des communautés veulent suivre leurs propres concepts de développement et de la culture et craignent les dommages écologiques indirects, qui émergent déjà. « Nous ne mangeons pas des batteries, qui nous prive de l'eau nous prend la vie! »

La production de lithium est basée sur le pompage et l'évaporation de grandes quantités d'eau. Déjà les premiers tests de forage ont perturbé considérablement l'écosystème labile des « Salares », des aquifères qui les alimentent et des environs.

La façon traditionnelle de la production du sel par les coopératives des indigènes et la façon de vivre liée sont menacé directement. Un grand nombre des communautés voisines a déjà porté plainte à plusieurs reprises pour que la loi et la protection du territoire soient respectées, en vain. Les entreprises, quant à eux, se réjouissent sur leurs sites web à l'idée de la "production la moins chère de lithium du monde".

L'Allemagne : La privatisation partielle des sociétés des eaux de Berlin « Berliner Wasserbetriebe » (BWB) en 1999 a donné aux deux investisseurs privés un chiffre d'affaire rentable et un monopole sur une clientèle de 3,3 millions de personnes, avec une garantie contractuelle de 30ans. Les propriétaires privés en ont bénéficié de manière disproportionnée. Le bureau fédéral de lutte contre les cartels a par la suite constaté la hausse excessive du prix de l'eau et a ordonné une réduction de prix. Aujourd'hui, les Sociétés des eaux de Berlin sont de nouveau dans le secteur public de part le rachat des actions auprès de RWE en 2012 et Veolia (2013). Grâce à la vente antérieure sous forme d'un Partenariat Public Privé, qui a été fondé sur les attentes de bénéfices à la fin du contrat en 2028, le Sénat de Berlin doit cependant payer un prix beaucoup plus surhaussé. Le crédit qui a été pris pour ce plan pèse lourd sur les habitants de la ville de Berlin les 30 prochaines années. En outre, on attend des coûts élevés d'investissement, comme ces derniers avaient été baissés durant le temps de la privatisation. Le but du « Berliner Wassertisch » d'une société des eaux démocratique et orienté au bien commun n'est pas encore assuré. Seule une forte et directe participation de la population de Berlin peut assurer ceci. C'est pourquoi l'association « le Conseil d'Eau Berlinoise » fut créée. Preuve de sa nécessité est le fait, que l'administration Berlinoise a annoncé de supprimer au moins 300 emplois pour financer le rachat. Il est à craindre que Veolia, déjà reconnu comme la plus grande entreprise en l'eau dans le monde entier, continue de nouveau de s'investir dans le secteur de l'eau dans les pays du sud – tout probablement avec des conséquences encore plus désastreuses.

Le Sénégal : Avec la construction du barrage de Manantali et la régulation de l'écoulement d'eau, notamment les conditions de l'agriculture irriguée dans la zone du cours inférieur du fleuve Sénégal devraient être améliorées. Alors parrainée par le gouvernement et les bailleurs de fonds internationaux, la promotion des méthodes agricoles conventionnelles avec l'introduction des monocultures intensive a poussé les agriculteurs à s'endetter et a conduit à la détérioration des infrastructures d'irrigation. L'agriculture traditionnelle ainsi que la végétation naturelle dans le bassin de la rivière, les moyens de subsistance de centaines de milliers de personnes, ont été détruits en peu de temps. Par la suite, les terres des paysans ont été prises de manière non transparente par les grands investisseurs qui notamment cultivent des tournesols pour produire des biocarburants. A peine estimable sont les pertes du savoir agricole qui date des siècles, et qui au cours d'une seule génération a été réduit au maniement des pistolets pulvérisateurs. Au même moment dans la région côtière de Niayes des milliers de petits producteurs de légumes sont victime des deux industries minières de zirconium et de phosphate qui ont acquis une espace de 50.000 hectares. L'équilibre de l'eau dans les ménages de la région environnante est perturbée et menace les ménages ruraux restants. Sous la devise « L'eau nourrit la terre – et la terre est notre vie ! », des fédérations des fermiers de diverses régions du Sénégal luttent pour une agriculture saine et durable.

L'eau est un élément vital pour le bien commun, et non pas une marchandise!

Nous demandons pour cette raison à nos gouvernements:

- Ne pas vendre à des sociétés privées les eaux et les autres biens publics. Au lieu de cela, ils doivent être gérés dans l'intérêt du bien commun et opérés avec la participation de la population.
- Réexaminer leurs projets nationaux et internationaux dans les domaines de l'agriculture, des matières premières et du commerce mondial, concernant leur impact sur l'approvisionnement équitable en eau durable, et de les réviser dans ce sens.

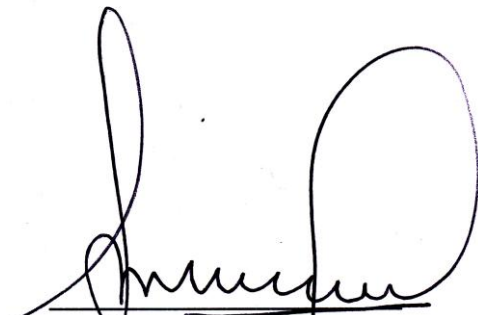
Nous demandons les entreprises concernées à abandonner les investissements qui mènent à la destruction des moyens de subsistance et ne pas faire de leurs clients et actionnaires des complices de l'accaparement des eaux.

Nous nous attendons à ce que les consommateurs s'abstiennent à la consommation excessive de produits qui contiennent beaucoup d'eau et qu'ils s'engagent dans une politique communautaire et durable de la gestion de l'eau, qui a les groupes pauvres locaux et globaux en vue.

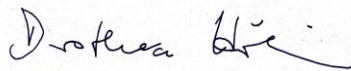
Dans l'attente d'une politique qui prend en compte le droit humain à l'eau, **nous nous engageons nous-mêmes** à informer le public sur les dangers des méthodes de production avec une haute consommation en eau ainsi que sur les alternatives et de soutenir les acteurs locaux dans leur combat.

Berlin, le 23 novembre 2013

Pour les personnes concernées :



Natalia Sarapura
Generalkoordinatorin
Consejo de Organizaciones
Aborígenes de Jujuy (COAJ)
(Argentinien)



Dorothea Härlin
Mitbegründerin
Berliner Wassertisch

(Deutschland)



Mariam SOW
Generalsekretärin
Pronat

(Senegal)

Für den Weltfriedensdienst e.V.:



Ursula Reich

Vorstands-Vorsitzende, Weltfriedensdienst e.V., Berlin



ENDA PRONAT

